

ficie des droits de douane qu'il paye et nous n'aurions qu'à y gagner en subventionnant l'exploitation du minerai de fer au pays. L'augmentation des revenus de nos chemins de fer et la prospérité générale du pays seraient un bienfait national. De plus, nous deviendrions, du coup, indépendant des Etats-Unis. Presque tout le minerai de fer d'Ontario vient des Etats-Unis. Nous sommes loin des Provinces maritimes qui importent leur minerai de Terre-Neuve. L'Ontario doit faire venir le sien des Etats-Unis. L'heure est proche où ils mettront peut-être un embargo sur le minerai de fer comme ils l'ont fait pour la houille. Alors, durant deux ou trois ans nous aurons les mains liées jusqu'à ce que nous puissions exploiter notre minerai de qualité inférieure. Nous ne nous trompons donc guère en demandant l'exploitation, aujourd'hui même, de notre minerai de fer.

Un autre avantage de cette exploitation serait celui de l'échange. Nous payons l'importation de ce minerai des Etats-Unis. Nous payons également quelque 150 millions par année pour les produits de l'acier et du fer des Etats-Unis. Si l'on encourageait un peu plus l'exploitation de notre minerai de fer de qualité inférieure, ce qui nous permettrait peut-être de trouver du minerai plus riche, nous aurions au pays trois ou quatre usines métallurgiques de plus qui augmenteraient la prospérité générale et nous n'enverrions pas à l'étranger l'argent que nous garderions pour nous.

Il est un autre point qu'il ne faut pas perdre de vue. Il y a une différence entre le fer et la houille qui sont extraits du sol. Chaque tonne de houille qui a servi est perdue pour le pays en général excepté celle qui a été employée à des fins industrielles. Mais chaque tonne de fer extrait de la terre contribue à la richesse nationale. Il ne disparaît pas. Il se transforme continuellement jusqu'au moment de l'oxydation, ce qui prend beaucoup de temps. Chaque tonne de fer enrichit le pays d'autant, et ce fer ne disparaît pas de la surface du sol.

Nous subventionnons presque tous les chemins de fer, les câbles, le zinc, le plomb et l'huile. On parle de subventionner le lin. Nous subventionnons l'agriculture, en ce que nous dépensons annuellement et à juste titre, 4 ou 5 millions pour les fermes et stations agronomiques. Assurément nous pourrions dépenser un million ou deux pour aider à la production du minerai de fer en ce pays. Si nous donnions un dollar pour chaque tonne de minerai produit et fondu au Canada, cela nous reviendrait, et ce ne serait que faire pour cette industrie ce que nous faisons pour tant d'autres.

[M. Keefer.]

Je ne veux pas occuper le temps de la Chambre autrement que pour lui dire que je crois voir le moment pour le Canada d'adopter une politique progressiste au sujet de ses ressources naturelles, et particulièrement à l'égard de son minerai de fer. Nous savons que notre minerai de fer est pauvre. Nous n'avons pas été capable d'en trouver de riche; mais nous avons des centaines de millions de tonnes de minerai pauvre. Plus tôt nous adopterons une politique active au point de subventionner ce minerai, de mettre ce fer sur le marché, d'y employer le travail de nos ouvriers, et d'utiliser ce que nous avons ici au lieu de ce qui nous vient du dehors, mieux ce sera pour notre pays. J'espère sincèrement que le Gouvernement donnera, au cours de la présente session, la plus sérieuse attention à cette question et se rendra compte que pour chaque dollar qu'il dépensera au profit de l'industrie du minerai de fer il en sera versé davantage dans son propre trésor.

M. BUCHANAN: Monsieur l'Orateur, il sera bientôt l'heure de lever la séance, mais je ne veux pas laisser clore ce débat sans offrir quelques observations sur cette question, que je considère aussi importante qu'aucune que nous ayons encore discutée en cette Chambre, au cours de la présente session. Tout député qui pouvait avoir des doutes sur les ressources naturelles du pays, doit les avoir vu se dissiper à la lumière des discours que nous avons entendu de la part des honorables députés qui m'ont précédé.

Je vais borner mes observations aux ressources houillères du pays. J'avais compté parler de quelques-unes des autres ressources que nous avons dans la province d'Alberta, mais je ne crois pas avoir le temps de le faire cette après-midi. Les journaux nous ont parlé dernièrement—et il est probable que les habitants de l'Ontario ont lu avec beaucoup d'anxiété ce qu'ils ont dit—de la probabilité du renchérissement du charbon dans cette province l'hiver prochain. Le charbon que l'Ontario consomme est dans la Pennsylvanie, et il n'y a pas de doute que la source en est graduellement et peut-être rapidement appauvrie. L'Ontario et Québec doivent tourner leurs regards vers d'autres sources d'approvisionnement. Je ne sais pas si la Chambre connaît bien le fait que dans la province d'Alberta, qu'on désigne ordinairement comme la province où l'on récolte le blé et où l'on élève le bétail, se trouve 87 p. 100 des ressources houillères du Canada, et on estime que cette province a dans une même superficie une plus grande source de houille que n'importe quel endroit